

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
Service protection de l'environnement

Affaire suivie par : A. JAULIAC
☎ : 04.56.59.49.55
📠 : 04.56.59.49.96

A R R E T E

DE MISE EN DEMEURE

N° 2012355-0006

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son livre V, titre 1^{er} (I.C.P.E.) et son article L.514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

VU l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités exercées par la société LELY ENVIRONNEMENT sur son site situé au lieu dit « l'Echaillon » sur la commune de Saint-Quentin-sur-Isère, et notamment l'arrêté préfectoral n°2011082-0024 du 23 mars 2011 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône-Alpes référencé UT38-T4-12-CTA1502310 en date du 11 décembre 2012, réalisé à la suite d'une visite d'inspection approfondie effectuée le 20 septembre 2012 sur le site et d'une visite d'inspection rapide inopinée effectuée le 22 octobre 2012 sur le site ;

CONSIDERANT que lors de ses dernières visites sur le site, l'inspection des installations classées de la DREAL a constaté que certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié susvisé et de l'arrêté préfectoral n°2011082-0024 du 23 mars 2011 n'étaient pas respectées ;

CONSIDERANT que le non respect des dispositions prévues par les arrêtés susvisés est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L 511-1, du Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient de faire application de l'article L 514-1, Section 1, Chapitre IV, du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

ARRETE

ARTICLE 1er – La société LELY ENVIRONNEMENT est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants fixés à compter de la notification du présent arrêté :

- les dispositions de l'article 1.2 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2011082-0024 du 23 mars 2011 (limitant la côte de hauteur de stockage des déchets à 204,60) **dans un délai d'un mois** ;
- les dispositions de l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (obligation d'obtenir la validation du préfet avant la mise en activité d'une alvéole ou d'un casier) **sans délai** ;
- les dispositions de l'article 1.3.3.1 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2011082-0024 du 23 mars 2011 (relatif à la clôture des bassins des eaux pluviales) **avant le 31 décembre 2012**.

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 4 – En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de ST-QUENTIN-SUR-ISERE et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LELY ENVIRONNEMENT.

Fait à Grenoble, le 20 DEC. 2012

Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation
le Secrétaire Général

Frédéric PERISSAT